

L'ANPNPA a dix ans

Ce texte, élaboré par Roger Hillel et Jacques Pradel, tente un état des lieux de l'ANPNPA à son dixième anniversaire.

Résumé

L'idée de créer l'ANPNPA est née à Perpignan le fief de la nostalgie, a prit corps à la suite d'un événement gaguesque, erreur d'inscription sur un « mur des disparus », pour se concrétiser en novembre 2008. Ce texte revient sur les conditions de sa création et les débats qui l'ont accompagnée. Dès les premiers temps, deux axes majeurs furent définis: porter contradiction aux organisations nostalgiques en développant nos propres analyses sur le passé colonial et la guerre d'indépendance; militer pour l'amitié des peuples et lutter en France contre le racisme et la xénophobie. L'association a alors rapidement rencontré intérêt et soutien : invitations dans des colloques ; interviews dans les media ; interventions publiques et en milieu scolaire ; sollicitations par des historiens, journalistes, artistes, étudiants. Les initiatives prises avec des associations partageant nos vues se sont multipliées : manifestations culturelles ; voyages en Algérie ; commémorations ; adresses au politique ; protestations de rue. Sont discutés dans ce texte les difficultés rencontrées dans l'organisation et le fonctionnement de l'association, et la manière d'y faire face ; notre conception du rapport avec le monde politique ; enfin, ce qu'il en est de notre relation avec l'Algérie et ses instances.

Une longue gestation

L'assemblée constitutive de l'association s'est tenue le 8 novembre 2008 à Vitrolles. Etaient présents une quinzaine de pieds-noirs (PNs) qui avaient quitté l'Algérie après la signature en mars 1962 des accords d'Evian ou un peu plus tard après avoir échoué à être reconnus par les autorités algériennes. A la différence de la masse des Français d'Algérie qui avaient subi cet exode comme une trahison des autorités françaises, spécialement de la part du général de Gaulle, celles et ceux présents à Vitrolles ce 8 novembre 2008 étaient des militants convaincus depuis longtemps de la légitimité de la lutte d'indépendance algérienne. A leurs côtés figuraient quelques amis non PNs dont il sera question plus loin. A l'issue de cette réunion, avait été adopté un communiqué qui s'adressait à l'ensemble de la communauté pied-noire :

: « L'Association Nationale des Pieds-Noirs Progressistes et leurs Amis, réunie à Vitrolles (Bouches du Rhône), a été créée officiellement samedi 8 novembre 2008. L'ANPNPA en appelle à ceux qui ne se reconnaissent pas dans les associations prétendant représenter l'ensemble des pieds-noirs à travers des prises de position rétrogrades cherchant à réhabiliter un passé colonial et une conception de l'histoire révolus et qui relaient en France aujourd'hui des idées de racisme et d'exclusion développées par l'extrême droite. Nos engagements anticolonialistes passés et actuels témoignent de notre attachement toujours très fort à l'Algérie qui reste d'une certaine manière « notre pays », nous avons un rôle à jouer dans la construction d'une amitié sincère entre les peuples français et Algériens. C'est pourquoi nous entendons militer pour un renforcement des relations humaines entre les citoyens des deux pays et en France entre français de souche et français d'origine algérienne. Cette volonté nous oblige à dénoncer les manœuvres de toute natures des nostalgiques du passé et en revanche à soutenir ou à proposer des initiatives susceptibles de contribuer à cette réconciliation durable des deux peuples et à l'instauration d'une coopération exemplaire entre l'Algérie et la France. » Les termes de ce communiqué avaient fait l'objet, en amont, de multiples échanges, essentiellement par voie de courriels, entre les initiateurs de

cette première réunion. En particulier, la dénomination de l'association n'allait de soi et si les réticences sur le terme « pied-noir » furent vite surmontées, celles sur le qualificatif « progressistes » suscitèrent un flot d'arguments contradictoires. Et puis, il y avait cette référence aux amis qui se comptaient sur les doigts de la main et dont les intéressés eux-mêmes n'en voyaient pas l'utilité. On verra pourquoi les participants à la réunion de Vitrolles insistèrent pour que ce terme fut maintenu et que des amis puissent adhérer à l'association. La réunion de Vitrolles ne se tint qu'après une longue gestation dont les prémices se situent à Perpignan, une ville où le cercle algérieniste est très influent. Cette association, qui se présente comme la seule association représentative des PN, restée très ouvertement nostalgique de l'Algérie coloniale, ne cache pas en quelle estime elle a toujours tenu l'OAS. C'est sa proximité idéologique avec cette organisation criminelle et ses liens avec la municipalité de Perpignan qui permirent à l'Adimad, regroupant les anciens OAS, d'obtenir une concession dans un des cimetières de Perpignan pour y ériger en juillet 2003 une stèle dédiée « aux fusillés et combattants morts pour l'Algérie Française » et parmi eux les chefs OAS Bastien-Thiry, Degueudre, Dovecar et Piegts qui commanditèrent ou exécutèrent les assassinats de militants Algériens ou Français d'Algérie qui se battaient pour libérer leur pays. Ce n'est qu'en 2005 que les milieux anticolonialistes du département des PO découvrirent l'existence de ce cénotaphe et début 2006 plusieurs organisations engagèrent, dans le cadre d'un large collectif, un combat pour que cette « stèle de la honte » soit évacuée du cimetière. Par la même occasion, ils engagèrent le fer contre la mairie de Perpignan et le cercle algérieniste qui avaient passé un accord pour qu'un bâtiment municipal accueille un musée de l'Algérie française, devenu plus tard, centre de documentation des Français d'Algérie et qu'un mur des disparus soit érigé pour rendre hommage aux Français d'Algérie disparus entre 1954 et 1963. Mais en étaient exclus les Français d'Algérie et Algériens morts durant la même période sans que leurs corps aient été retrouvés et qui eux s'étaient impliqués dans la lutte pour l'indépendance de leur pays.

L'idée de créer une association de PN progressistes (PNPs) prend corps

Au cours ces affrontements avec la nostalgie, germa l'idée dans la tête de deux militants, l'un pied-noir originaire de Guelma et l'autre pas, qu'il fallait contrecarrer l'hégémonie du Cercle algérieniste et qu'une autre voix pied-noire se fasse entendre, affirmant la légitimité de la lutte d'indépendance du peuple algérien et revendiquant l'amitié avec ce peuple libéré de la colonisation française. Cette idée un peu vague prit une consistance nouvelle peu après l'inauguration du mur qui eut lieu le 25 novembre 2007. Quelques mois plus tard, en janvier 2008, un PN demeurant à Marseille contacta le collectif car il venait d'apprendre que les noms de plusieurs membres de sa famille étaient portés sur le mur des disparus alors qu'ils étaient bel et bien vivants. Cette bévue de la mairie et du cercle algérieniste fut une aubaine, d'autant que le PN qui en était victime s'appelait Yvan Donnat, membre du PCA puis du PCF, issu d'une famille d'anticolonialistes dont la figure tutélaire était Gaston Donnat. En février, avec le soutien du collectif, Yvan interpella les responsables de cette grossière erreur et les médias locaux s'emparèrent de cette affaire. Yvan fut tout de suite conquis par l'idée de créer une association concurrente au Cercle algérieniste. Il prit des contacts avec des militants PN proches de sa famille politique, puis le projet de créer une association de PNPs continua à faire son chemin en région PACA. Il fut annoncé le 26 mai 2008, à l'occasion d'un débat organisé par la Ligue des droits de l'Homme à l'auditorium de l'Hôtel de Ville de Paris sur le thème : « Algérie 1962 : de quoi les Pieds-noirs ont-ils eu peur ? ». Cinq mois plus tard, se tint l'assemblée constitutive de l'association à l'issue de laquelle un bureau provisoire fut élu avec comme président J. Pradel, assisté de deux vice-présidents : Jean-Pierre Gonon, avocat au barreau d'Alger de 1955 à 1961, membre du groupe des « libéraux » qui à Alger avait publié la revue « l'Espoir Algérie » et membre fondateur de l'Association France-Algérie, et

R. Hillel, « l'ami » de Perpignan, auteur de l'ouvrage « la triade nostalgérique : stèle, mur musée de Perpignan » publié en juin 2015, qui fut, comme on l'a vu, à l'origine de notre association, avec son camarade PN Jacky Mallea auquel le réalisateur Medhi Lallaoui consacra en 2008 un film *Les Parfums de ma Terre*.

Première AG statutaire le 3 octobre 2009

Après l'assemblée constitutive de novembre 2008 et pendant presque une année, les nombreux courriels que s'échangèrent les tout premiers adhérents montrèrent un accord de fond sur les objectifs de l'association mais avec des différences d'approche qui reflétait leur diversité idéologique. Le 3 octobre 2009 se tint à La Ciotat la première AG statutaire (nous étions 29).

Imagine-t-on l'ambiance qui régna tout au long de cette réunion. Les propos politiques fusaient souvent ponctués de saillies en patapouète ou en arabe. Ambiance fraternelle et combative qui rappelait à certains celle qui avait régné dans leurs réunions syndicales ou politiques du temps où ils militaient en Algérie. L'AG approuva à l'unanimité le rapport moral présenté par le président J. Pradel et le rapport financier présenté par le trésorier Pascal Grebet. Elle élut un Conseil d'Administration renouvelant dans leurs fonctions les membres du bureau provisoire désigné lors de la création de l'Association, et élu comme membre

supplémentaire Michelle Ballanger. Elle adopta la résolution qui suit : « *Au cours du débat d'orientation générale, qui a été très riche, les membres de l'Association ont réaffirmé : – Leur détermination à dénoncer les résurgences idéologiques sur les aspects positifs de la colonisation, à lutter contre la réhabilitation des anciens OAS, et, notamment sur ces questions, à se démarquer des nostalgéristes. Ils entendent contribuer par leurs témoignages et analyses aux travaux que mènent les historiens sur la colonisation et la libération de l'Algérie ;*

– Leur engagement à oeuvrer au renforcement des liens d'estime et d'amitié entre les peuples algérien et français, en multipliant en toute occasion les rencontres et les échanges entre ressortissants des deux pays. Ils ont particulièrement insisté sur la nécessité de mener des actions en direction de la jeunesse, et appellent à la création d'un office franco-algérien de la jeunesse.

– Leur attachement à une coopération active et sincère entre la France et l'Algérie, libérée du poids d'un passé douloureux consciemment assumé de part et d'autre ;

– Leur volonté de travailler avec d'autres associations qui en France ou en Algérie agissent dans le même esprit qu'eux.

L'association souhaite s'ouvrir à tous les pieds noirs qui adhèrent à ces objectifs. Le qualificatif de « progressistes » ne correspond à aucune étiquette politique. Il signifie que les membres de l'ANPNPA sont partisans d'un avenir de progrès, de réconciliation entre les peuples des deux rives de la Méditerranée.

C'est pourquoi nous en appelons à tous les pieds noirs qui reconnaissent, une fois pansées les plaies ouvertes par la guerre et par l'exode, la nature fondamentalement injuste du système colonial qui fut imposé à l'Algérie et le bien fondé de la guerre de libération. A ces pieds noirs qui restent attachés à leur terre d'origine, et souhaitent, au fond d'eux-mêmes que la France et l'Algérie sachent bâtir ensemble, pour le bien de tous, un avenir de paix et de prospérité partagée, nous proposons de rejoindre et enrichir notre association ».

Les premiers débats au sein de l'association

Au cours des premières années qui suivirent la création de l'association, les adhérents furent confrontés à des questions qui suscitèrent beaucoup de débats. Ils permirent de tester la cohésion des PNP mais aussi les nuances voire les divergences d'appréciation. Le débat le plus frictionnel concerna le rôle d'Albert Camus. A l'occasion du cinquantième anniversaire

de sa mort intervenue le 4 janvier 1960, le bureau se proposa d'adopter un communiqué. La première version fut contestée par plusieurs membres et ce n'est qu'après de nombreux échanges que fut finalement adopté le texte suivant : *« Les membres de l'Association Nationale des pieds-noirs Progressistes et leurs Amis s'associent à l'hommage rendu à l'immense écrivain que fut Albert Camus, à l'occasion du cinquantième anniversaire de sa mort accidentelle. Albert Camus témoigne par ses origines familiales et son parcours que les Européens d'Algérie, comme ils étaient alors appelés, n'étaient pas tous, tant s'en faut, des colonialistes exploités. Reporter au quotidien « Alger Républicain » il dénonça dès les années 30 les injustices du système colonial dont il décrivit sans complaisance les conséquences sur les conditions de vie des populations de Kabylie. Plus tard et face à la guerre, Camus, philosophe humaniste, mit la morale et la non-violence avant la politique et l'engagement pour l'indépendance. Victime lui-même de l'enfermement que le système colonial imposait à chaque communauté, il se voulut passeur de compréhension et d'amitié, et rêva l'utopie d'une Algérie fédérale qui au sein d'une fédération française aurait permis à tous ses habitants de vivre dans l'égalité et la justice. Le rêve d'une Algérie pleinement indépendante et souveraine, où les différentes communautés auraient forgé des rapports nouveaux débarrassés de l'empreinte coloniale, aurait sans doute pu se réaliser sans l'aveuglement des politiques et la folie meurtrière de l'OAS. Les membres de l'ANPNPA affirment leur profond attachement à l'écrivain pied-noir qui dénonçait la domination coloniale ; à l'homme honnête, d'abord face à lui-même, qui, ayant fait le choix du silence une fois déclenchée la guerre de libération, intervint pour sauver de la mort des militants Algériens condamnés ; à l'homme méditerranéen, complexe et torturé, qui illustre tant des contradictions qui furent les nôtres dans ce moment terrible de l'histoire ».*

Un deuxième débat important porta sur le comportement politiques des PN qui fut porté devant l'AG de 2010. Deux ouvrages avaient servi de support à cette discussion. Celui de Emmanuelle Comtat : « les pieds-noirs et la politique » publié en 2009, et celui un peu plus ancien, de Jeanine Verdès-Leroux : « les Français d'Algérie de 1830 à aujourd'hui- Une page d'histoire déchirée ». Au cours de notre discussion, nous avons très vite écarté l'hypothèse d'un vote massivement favorable au Front national. Par contre, le constat d'une propension plus grande que le reste des Français à voter en faveur de l'extrême droite, comme l'avancé Emmanuelle Comtat, avait été vivement débattu. Plus contestée encore fut la question sur la part de responsabilité des PN dans la colonisation. La discussion démarra sur les chapeaux de roues suite à une opinion émise par JP. Gonon : « la colonisation, c'est la France et les PN ne sont pas responsables » et sa demande que « l'on rende justice aux PN de bonne foi qui ont, malgré les injustices du système colonial qu'ils dénonçaient et subissaient souvent eux mêmes, tout de même fait œuvre utile pour l'Algérie. » les échanges furent vifs sans qu'il soit possible d'aboutir à des conclusions partagées.

L'AG de 2015 à Grenoble a rediscuté de ce point, à la demande Jean Pierre Lopez, et précisément de la déclaration d'intention des membres fondateurs où il est dit : *« Ils (les membres fondateurs) rappellent aussi que des hommes et femmes, venus de France comme d'autres pays européens, qui ont vécu sous l'emprise de ce système et en ont été les instruments souvent inconscients et parfois les victimes, ont fait œuvre utile pour le progrès du pays et de ses populations ».* Malgré la réticence de quelques intervenants une majorité se dégage pour que soit corrigé ou supprimé le passage souligné, qui pourrait rappeler le couplet sur « les aspects positifs de la colonisation » de la loi du 23 février 2005 (voté par l'Assemblée Nationale avant d'être supprimé par le Conseil d'Etat). La suppression est votée à l'unanimité moins six abstentions.

L'association prend ses assises et gagne en reconnaissance

Ces premiers débats ont de fait tracé « la ligne » dans laquelle se situe toujours l'association: dénoncer d'un part la nostalgie, porter contradiction aux organisations qui s'en réclament et développer nos propres analyses sur le passé colonial et le bien-fondé de la guerre d'indépendance; d'autre part, militer pour l'amitié des peuples des deux rives de la Méditerranée et lutter en France contre le racisme et la xénophobie, organiser ou prendre part à d'autres actions également tournées vers l'avenir. Comment cela est-il vu de l'extérieur et vécu à l'intérieur ?

De l'extérieur.

Une fois les 'PNs progressistes' gentiment moqués comme sorte de 'tigres végétariens', l'association a rapidement rencontré intérêt et soutien. Sans entrer dans le détail, l'ANPNPA a été invitée à intervenir dans divers colloques traitant de l'histoire de la France en Algérie (LDH à Nice en 2012 et Marseille en 2013; Science-Po à Lyon en 2014 ; à Grenoble en 2015 ; à Toulouse en 2015 et 2016, à Grasse en 2017), au Sénat en 2013 seule association pied-noire (et amis!) pour parler de la 'mémoire pied-noire'. Nos AGs ont été couvertes par la presse régionale (2012, 2014, 2015, 2017) et nationale (2013, 2015 et 2016), et nos interventions et communiqués repris dans la presse, notamment algérienne. Plusieurs adhérents ont donné des interviews dans divers media de France et d'Algérie, presse écrite et numérique, radio, télévision. L'association reste régulièrement sollicitée pour intervenir en milieu scolaire et lors de fêtes populaires, par des étudiants en thèse, des artistes montant des spectacles, des historiens recherchant des sources et des témoignages, des journalistes menant enquête ...

Ainsi, nous avons progressivement tissé, tant au plan national que local, un réseau de relation avec d'autres associations partageant nos vues (la liste est longue!); si bien que nombre d'actions furent et sont menées en partenariat, qu'il s'agisse d'initiatives culturelles comme à Toulouse, Marseille et ailleurs, de voyages en Algérie (baptisés 'mémoires et fraternité') organisés depuis 2012 avec nos amis de la 4ACG (Anciens Appelés en Algérie et leurs Amis Contre la Guerre), de commémorations notamment à Grenoble et Paris de dates qui marquent l'histoire franco-algérienne (les massacres du 8 mai 45 dans l'est algérien, ceux du 17 octobre 61 à Paris, le cessez le feu du 19 mars 62), de prises de positions publiques et d'adresses au politique pour la reconnaissance de crimes d'Etat commis par la France (17 octobre 61, Maurice Audin) et pour le renforcement des liens avec l'Algérie, de mobilisations contre les nostalgiques comme à Perpignan, Aix, Marignane ou Béziers, de manifestations de rue avec nos banderoles contre la montée du racisme et des idéologies d'extrême droite.

A l'intérieur.

L'association compte aujourd'hui 330 membres qui se distribuent très inégalement sur le territoire, et de fait le nombre d'adhérents dans une ville ou une région est immédiatement corrélé aux activités menées localement, là où l'ANPNPA s'est faite connaître ; comme à Toulouse, Marseille et Grenoble où des comités ou réseaux régionaux ont été créés. Ce nombre ne dépend pas de la « densité » locale des pieds-noirs ; il y a par exemple peu d'adhérents à Toulon et autour (une dizaine) où l'ANPNPA a été peu active, alors qu'au contraire il y a plus de 100 adhérents à Marseille où l'association l'a beaucoup plus été. Ailleurs l'implantation est souvent très éclatée, et nombre d'adhérents sont de fait isolés ...

C'est au cours des assemblées générales annuelles que les débats sur l'organisation et l'orientation ont lieu. Nous listons ci-dessous l'essentiel des questions abordées.

Sur le maintien d'un équilibre entre les deux axes : combattre la nostalgie et lutter pour l'amitié des peuples (contre le racisme, etc.).

Lors des premiers temps de l'association, alors que dominait la louange de l'œuvre civilisatrice de la colonisation ('les aspects positifs' dans la loi de 2005), avec dans ses

extrêmes la glorification de l'Algérie française et de l'OAS, notre priorité était de contrer cette parole nostalgérique. L'AG de 2011, dans l'église désacralisée de Septèmes-les-Vallons (13) devenue centre culturel Louis Aragon, a réaffirmé cette nécessité, position maintenue depuis lors (R. Hillel en 2015, AG de Grenoble: « Nous ne sommes pas au bout de notre démarche contre les nostalgériques »), non sans débat.

Ainsi dans son rapport moral à l'AG 2016 de Choisy-Le-Roi, J. Pradel avançait (c'était sous Hollande ...): « Aujourd'hui, la situation est différente, plus compliquée ; s'y mêlent la montée de l'extrême droite, la faillite du gouvernement dit de 'gauche', la crise des migrants chassés par la guerre et la misère, le terrorisme islamique, la situation dans les quartiers et les banlieues, le racisme anti-« arabe » (pas que ...), les replis identitaires. Dans ce nouveau contexte, le passé colonial n'est plus là pour être regretté (nostalgérie) mais pour alimenter racisme et idéologie d'extrême droite. »

L'AG dernière, 2017 à Toulouse, concluait sur ce point :

« Tout en restant mobilisés sur la réplique aux nostalgériques, il convient de s'ouvrir plus aux résistances d'aujourd'hui ; de s'inscrire dans les mobilisations contre les idéologies d'extrême droite ; de conserver comme priorité l'engagement anti-raciste, notamment contre le racisme anti-maghrébin, tant au plan local que national et en s'affichant clairement ANPNPA ».

A suivre !

Sur l'organisation et le fonctionnement de l'association.

Une critique récurrente depuis 2011, concerne au niveau national nos insuffisances en terme de fonctionnement (et de démocratie interne), avec un bureau ne se réunissant que rarement, un CA si peu consulté, une bien pauvre communication en interne, etc. Les tentatives faites pour corriger cela, notamment celles prises lors des AGs 2012 et 2013, de charger chaque membre du bureau d'une responsabilité particulière (secrétariat, trésorerie, communication interne, activités culturelles, relations avec autres organisations, campagne d'adhésion, vigilance politique) ont échoué; à l'exception de la trésorerie et de la communication avec l'extérieur (site internet et page Facebook respectivement montés et alimentés par Christine Peyret et Mathieu Pradel-Boggio).

Compte tenu de notre recrutement - des personnes en phase avec les objectifs de l'association mais peu disponibles par ailleurs et souvent engagées dans d'autres activités militantes - la conclusion s'est imposée (AGs 2016 de Choisy et 2017 de Toulouse) qu'il était illusoire de compter sur une activité militante de base au sens classique, du type qui mobilise les adhérents sur une ou des actions qui s'étendent dans le temps et qui sont menées collectivement. Au contraire, les initiatives prises sont ponctuelles et le plus souvent réussies, qu'il s'agisse de participation à des débats, colloques, manifestations culturelles, interventions en milieu scolaire, contacts avec des journalistes ou des historiens, etc ; mais ces initiatives ne reposent chaque fois que sur quelques uns d'entre nous. En conséquence, il s'agirait de conserver une organisation minimale et souple (bureau et CA servant de relais) et de s'appuyer sur ce que les adhérents savent faire ou ont envie d'entreprendre.

Cette critique concerne le national et pas, ou bien moins, les comités et réseaux régionaux qui existent, où les copains sont mobilisés sur des questions qui leur tiennent à cœur (contre les nostalgériques, stèles OAS, rassemblements contre le racisme, actions culturelles, etc.). Leur expérience va dans le sens de nous organiser en fonction de ce qu'il est possible concrètement de faire, en prise avec la réalité locale. Si nous tirons la conclusion que l'activité de l'association doit s'appuyer sur le local, comités et réseaux régionaux, cela n'implique nullement que le national s'efface. C'est au national de définir la ligne politique de l'association, lors des AGs annuelles, d'assurer la trésorerie, d'intégrer l'activité des comités régionaux, d'assurer l'expression publique, de répondre aux sollicitations transitant par le site

ou facebook, de tenir informés les adhérents isolés et les impliquer dans des actions définies dans leur coin (interventions dans des débats, des conférences, en milieu scolaire ...).

Sur la relation avec d'autres organisations.

L'ANPNPA a dès sa création noué des contacts avec quantité d'associations qui partagent au moins certains de nos engagements. Nous nous associons ponctuellement à elles pour ensemble dénoncer la nostalgie, mener des manifestations culturelles et autres initiatives tournées vers l'Algérie, se mobiliser contre le racisme et les idéologies d'extrême droite, interpellier le politique, revenir sur l'histoire commune et se battre pour que la vérité soit dite sur les pages les plus sombres de la colonisation et de la guerre, etc. La liste de ces associations amies est trop longue pour être détaillée ; citons la 4ACG (Anciens Appelés en Algérie et leurs Amis Contre la Guerre) qui nous avait rejoint dès la première AG (La Ciotat, 2009), et parmi celles qui étaient représentées à l'AG 2010 (Ortafa, dans les PO), citons 'Agir Contre le Colonialisme' (devenue A C C Aujourd'hui), l'ARAC et la FNACA-PO, Coup de Soleil dont le président Georges Morin, adhéra alors à l'ANPNPA.

Le rapport avec le monde politique est plus compliqué.

D'une part, nous situons notre action dans les contradictions de la société dans laquelle nous vivons, et si nous sommes particulièrement sensibles aux relations avec l'Algérie et avec les Algériens vivant ici ou là bas, nous mesurons pleinement que ces relations sont immédiatement dépendantes des choix politiques et sociaux faits ici. Ceci nous a amené, dès notre première AG et régulièrement depuis, à prendre partie dans le débat politique touchant à ces questions, par des adresses ou protestations envoyées à des responsables politiques (maires, députés, ministres sarkosistes, présidents Hollande et Macron). Ainsi, nos engagements contre le racisme, la nostalgie et les idéologies d'extrême droite s'inscrivent de fait parmi les luttes menées contre l'injustice et pour l'émancipation ; valeurs cardinales des organisations politiques « de gauche ».

D'autre part, par principe, les membres de l'association, tout en partageant les mêmes analyses du passé colonial et des luttes à mener, se situent et militent où bon leur semble sur l'échiquier politique. Sans que le débat ait été clairement mené lors de nos AGs, le consensus est l'ANPNPA, en tant que telle, ne prenne pas d'attitudes « partisans », mais garde la libre critique de positions ou décisions politiques qui impactent ses objectifs. Cette position a récemment posé problème à deux adhérents qui nous ont quitté à l'occasion des dernières présidentielles, parce que le bureau avait refusé que l'association s'engage à soutenir, pour l'un les positions de Mélenchon, et pour l'autre celles de Macron ... (nous nous étions tenus à un appel à battre la Le Pen au second tour).

Lors de la dernière AG (Toulouse 2017), nous avons discuté de l'engagement de l'association dans des questions qui débordent du cadre initial - le néo-colonialisme, la Palestine, les réfugiés et migrants – sans arriver à une conclusion formelle et laissant au bureau l'opportunité de le décider.

Sur notre relation avec l'Algérie et ses instances

La résolution adoptée lors de la 1ère AG (2009) mentionnait entre autres points (voir plus haut):

- *Ils* (les membres de l'association) *ont particulièrement insisté sur la nécessité de mener des actions en direction de la jeunesse ...*

- *Leur attachement à une coopération active et sincère entre la France et l'Algérie, libérée du poids d'un passé douloureux consciemment assumé de part et d'autre ;*

Il faut reconnaître que nous n'avons pas réellement avancé sur ces questions . *Une coopération active et sincère ...* , qu'y pouvons nous sinon la réclamer dans nos adresses au politique ?

A propos d'actions vers la jeunesse, SOS-racisme a récemment lancé un projet (« Regards croisés et rencontres interculturelles entre jeunes Algériens et Français ») que le bureau a décidé de rejoindre et auquel la fille d'une adhérente participe ; des difficultés avec les autorités algériennes retardent la chose ...

Les six voyages « mémoires et fraternité » que nous avons organisés (de 2013 à 2017) avec la 4ACG et les “Réfractaires non violents à la guerre en Algérie” ont été formidablement riches de rencontres avec des acteurs algériens de la guerre d'indépendance, avec des jeunes Algériens et la société civile au sens large. Pour positifs qu'ils soient, ces voyages, qu'il est prévu de reprendre à l'automne prochain et en 2019, restent très marqués « anciens appelés », aussi a-t-il plusieurs fois proposé que des voyages propres à l'ANPNPA soient organisés. A discuter !

Nous n'avons aucune relation avec les autorités algériennes. Une question avait fait débat lors de l'AG 2015 (Grenoble), celle de poursuivre ou non le contact avec le Centre Culturel Algérien de Paris ; avec des avis opposés, allant du refus de tout contact, le CCA étant seulement perçu comme une fenêtre du pouvoir en place en Algérie, à l'avis contraire d'utiliser le « lieu ressource » qu'est le CCA pour cultiver la relation entre nos pays et nos peuples. Après vote (36 pour, 2 contre et 6 abstentions), la proposition fut adoptée de maintenir le contact à la condition que, dans les initiatives prises, nous conservions toute notre indépendance à l'égard du pouvoir. Bien nous en a pris, plusieurs adhérents ont présenté leurs livres au CCA ; le CCA a payé le déplacement et le cachet d'une chanteuse formidable et de ses musiciens, qui se sont produits lors des « Journées d'échanges entre les deux rives » organisées à Marseille en janvier de cette année.

L'ANPNPA a noué divers contacts en Algérie, avec des associations - mais aucune initiative commune ne se profile -, avec des historiens, journalistes, etc. dont plusieurs ont adhéré à l'association. Mais rien de concret pour le moment n'émerge de ces contacts.

Par ailleurs, chacun de nous, ou la plupart d'entre nous conservons des relations personnelles en Algérie, et en avons établi de nouvelles en retournant en Algérie ; c'est la redécouverte du pays et de ses habitants, comme par exemple Catherine Pinoteau le rapporte avec émotion et talent, et le partage dans son blog « Automne en Berbérie » (<http://automne-en-berberie.blogspot.com/>).